

Photo: Cowgala Institute © 2009

# Le développement économique de l'archipel Haida Gwaii: « Des onces plutôt que des livres »

**Sean Markey, Ph.D.**

Professeur agrégé, Gestion des  
ressources et de l'environnement,  
Université Simon Fraser

COMMUNICATION PRÉPARÉE POUR LA CONFÉRENCE  
D'ACTION CANADA SUR LE NORD, HAIDA GWAII,  
**SEPTEMBRE 2012**

**ACTION  CANADA**

BUILDING LEADERSHIP FOR CANADA'S FUTURE

**AVERTISSEMENT :**

*Les points de vue, opinions, positions et stratégies exposés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux d'Action Canada, de la Fondation Action Canada ou du gouvernement du Canada. Ces derniers ne garantissent en rien l'exactitude, l'exhaustivité, la non violation de droits, la fiabilité ou l'actualité des informations contenues dans le présent document et ne pourront être tenus responsable en cas d'erreurs ou d'omissions dans cette information, ni de pertes, blessures ou autres dommages résultant de son affichage, sa publication ou son utilisation.*

## **TABLE DES MATIÈRES :**

La Colombie-Britannique et Haida Gwaii - contexte	4
1. La Colombie-Britannique – une économie fondée sur l'échange	4
Le développement rural - contexte	8
Espace et localité dans le développement économique	10
1. L'économie fondée sur l'espace : une économie mesurée en livres (et en tonnes)	10
1.1 L'économie fondée sur l'espace sur Haida Gwaii: Emporter tout	11
2. L'économie fondée sur la localité : une économie mesurée en onces	11
2.1 L'économie fondée sur la localité sur Haida Gwaii: Haico et le Gwaii Trust	13
Conclusion	14
Questions pour la discussion	15
Références	16

## LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET HAIDA GWAI – CONTEXTE

La citation « Des onces plutôt que des livres » utilisée dans le titre de la présente communication résume plusieurs volumes de littérature spécialisée, de rapports, d'études et de documents relatifs aux politiques de développement dans les régions rurales et les petites villes de Colombie-Britannique, dans tout le Canada et même, dans une large mesure, dans les autres pays industrialisés. L'accent mis sur le poids rend l'image plus pertinente pour ce qui est des communautés rurales qui sont aussi isolées – comme c'est le cas de Haida Gwaii, un archipel situé au large de la côte Nord-ouest de la Colombie-Britannique. Essentiellement, Roslyn Kunin, l'auteur de la citation, alerte toutes les communautés côtières isolées quant au fait que leur avenir économique (et, par conséquent, communautaire) dépend de leur capacité d'optimiser la valeur de leurs ressources et de leurs produits (Kunin, 2012). Les communautés côtières isolées, comme celles qu'on trouve sur Haida Gwaii, sont tout simplement incapables de rivaliser avec les autres régions du monde pour attirer des travailleurs et du capital si elles se contentent d'offrir des produits et des services conventionnels. Cela est particulièrement vrai pour les communautés côtières de la Colombie-Britannique où l'économie dominante a déjà pillé les ressources qui permettraient un développement économique à court terme fondé sur le commerce des matières premières en vrac. Aussi, pour des raisons géographiques et historiques, Haida Gwaii doit concentrer ses efforts de développement économique actuels et futurs sur la valeur – et en premier lieu, sur la valeur intrinsèque de ses habitants, puis sur celle de son environnement et des ressources naturelles qui lui restent encore et, enfin, sur ce qui rend Haida Gwaii unique en son genre.

Le but de la présente communication est de proposer des bases historiques et contextuelles pour mieux comprendre le développement économique sur Haida Gwaii. Même si ces îles sont uniques, leurs résidents font face aux mêmes pressions et possibilités que ceux d'autres localités rurales quand il s'agit du développement. Pour bien comprendre le développement économique sur Haida Gwaii, il faut tenir compte des perspectives locales, mais aussi des perspectives mondiales. Nous donnons d'abord un aperçu du contexte développemental de la Colombie-Britannique et de Haida Gwaii. Suivent des informations de base sur le développement rural, ainsi que des données contextuelles et historiques sur les Premières nations (essentielles pour comprendre le développement économique sur Haida Gwaii); je laisse toutefois aux auteurs d'autres documents de travail prévus dans cette série le soin de discuter ces questions plus en profondeur. Dans la section suivante, qui est aussi la partie principale du document, je présente la théorie et la pratique du développement fondé sur la localité. Cette section souligne plusieurs exemples tirés de Haida Gwaii qui illustrent le concept de « localité ». Enfin, la communication se termine par une série de questions auxquelles les participants d'Action Canada pourront réfléchir en prévision de leur visite et des discussions avec ceux qui, finalement, sont vraiment les mieux informés sur ces questions – les habitants-mêmes de Haida Gwaii.

### **1. La Colombie-Britannique – Une économie fondée sur l'échange**

Depuis la nuit des temps, l'économie du Nord de la Colombie-Britannique est fondée sur l'échange (Northwest Tribal Treaty Nations [NWT], 2004). Depuis longtemps, en effet, la qualité de vie des Premières nations est intimement liée aux ressources naturelles contenues dans les sols et les eaux, et à leur utilisation pour répondre aux besoins et aux aspirations des communautés. On possède des connaissances étendues sur les échanges commerciaux entre Premières nations sur l'ensemble du territoire de la Colombie-Britannique avant les premiers contacts avec des Européens (Harris et Matthews, 1987). Historiquement, les Premières nations côtières faisaient le commerce des fruits de mer (surtout l'huile d'eulachon, très prisée), du cèdre, des coquillages, et de toute une gamme d'autres produits côtiers, avec les habitants de l'intérieur de la Colombie-Britannique. Pour leur part, les résidents du plateau intérieur échangeaient des biens qui n'étaient pas disponibles sur la côte. Ces réseaux d'échanges étaient fondés sur des principes d'échanges de biens qui leur permettaient de se procurer des produits qui n'étaient pas disponibles localement. Les Premières nations avaient aussi mis en place un important réseau de routes commerciales et de lieux d'échanges sur l'ensemble du territoire. Le premier volume de la série de l'Atlas historique du Canada contient plusieurs planches dont les cartes illustrent l'étendue et la complexité de ces réseaux, tant au niveau local et régional que continental (Harris et Matthews, 1987). Le site nation-

al historique de Fort Kitwanga marque l'emplacement d'un carrefour particulièrement stratégique au croisement des sentiers de troc du Nord-ouest de la Colombie-Britannique. Alexander Mackenzie, lors de sa célèbre traversée de l'Amérique du Nord vers le Pacifique en 1793, a fait un virage serré vers la droite près de Alexandra Ferry afin de pouvoir se rendre par voie terrestre jusqu'à Bella Coola. Cela pourrait paraître extraordinaire de la part d'un homme qui, jusque là, s'était surtout déplacé en suivant le cours des rivières; mais en réalité, il ne faisait que suivre le sentier de l'huile, un chemin bien tracé et connu qui le conduirait directement et en toute sécurité jusqu'à la côte.

La traite des fourrures avec les Européens eut tôt fait de suivre Mackenzie vers l'intérieur et le Nord de la Colombie-Britannique et, dès lors, l'avenir économique et les fortunes de la région furent de plus en plus déterminés par des industries et des gouvernements situés à l'extérieur de la région (Harris, 2002). Quand l'agent principal de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Fort St. James dans l'intérieur de la Colombie-Britannique devait prendre des décisions, il écrivait au siège (c'est-à-dire en Angleterre). Le message partait par canoë vers l'Est jusqu'à Montréal, puis traversait l'Atlantique en bateau pour finalement atteindre les bureaux de la compagnie à Londres, où des réunions avaient lieu, des décisions étaient prises et des directives élaborées en conséquence. La réponse faisait alors la route inverse pour arriver au Fort St. James l'année suivante. Même si le processus était plus lent que le système de communication électronique actuel, il n'en était pas moins semblable – un gestionnaire de succursale contactait le siège pour demander des consignes, puis les mettait à exécution une fois qu'il les avait reçues. L'objectif de l'agent principal ou du gestionnaire de succursale était d'assurer que les matières premières issues de la région qui les produisait soient intégrées à la chaîne de production de la compagnie mère, pour que celle-ci puisse les transformer en produits finis et les vendre à travers ses réseaux mondiaux de commercialisation. On aurait tort de sous-estimer le succès de cette version ancienne et plus lente du système; en effet, Fort St. James a fonctionné fort efficacement comme centre névralgique de l'empire de la traite des fourrures de la Compagnie de la baie d'Hudson dans le Nord de la Colombie-Britannique pendant près de 150 ans. En ce sens, la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau pour les localités rurales et les petites villes du Nord de la Colombie-Britannique.

Ce qu'il y a de nouveau dans l'économie mondialisée actuelle, c'est que le rythme du changement s'est accéléré. Nous sommes plus que jamais connectés et, donc, influencés par les affaires qui se traitent dans des pays lointains, et par la perception qu'ont les marchés étrangers de ce qui se passe en Colombie-Britannique. La crise économique qui s'est accélérée à l'automne de 2008 offre certainement un exemple spectaculaire du rythme et de l'interconnexion de ce système économique mondial.

La rapidité du changement a plusieurs implications. D'abord, les actions (ou l'inaction) relatives à diverses politiques sectorielles de la Colombie-Britannique peuvent avoir des conséquences immédiates dans des domaines qui n'y sont pourtant pas directement liés. Prenons comme exemple les touristes bien informés qui s'intéressent à l'écotourisme d'aventure et se soucient de l'environnement : leur perception quant aux politiques et directives pour la protection de l'environnement de la Colombie-Britannique, de même que notre réputation au sein de la communauté internationale relative à certains indicateurs comme la consommation d'énergie par habitant, auront une influence sur leur opinion et sur leur choix de destinations et, donc, sur l'apport économique de notre industrie touristique. Une conséquence plus directe est qu'un tel rythme de changement pose un défi sérieux en termes de la capacité de réaction des grandes institutions comme le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique. Les gouvernements de cette taille ne peuvent tout simplement pas répondre avec la souplesse nécessaire aux nouvelles possibilités et aux crises successives. Les localités rurales doivent tout faire pour être bien préparées et équipées afin de pouvoir réagir promptement et profiter le plus possible des occasions qui se présentent, tout en maintenant la capacité de gérer les cycles d'expansion et de ralentissement – parce que la capacité de réagir du gouvernement provincial pourrait s'avérer très limitée.

Dès les premières années du 21<sup>e</sup> siècle, on pouvait trouver un ensemble dynamique de cultures établies sur un territoire physique diversifié dans les régions rurales et les petites villes<sup>1</sup> du Nord de la Colombie-Britannique. De nos jours, c'est encore un endroit richement doté de ressources, dont l'une des principales est ses habitants qui sont farouchement déterminés à continuer d'y vivre (BC Progress Board, 2002). La demande pour ses actifs et ses ressources demeure élevée au sein de l'économie mondiale – des

ressources qui comprennent désormais beaucoup plus que le poisson, la fourrure, le bois d'œuvre, les produits agricoles, les minéraux, le pétrole et le gaz naturel.

Les régions rurales de la province ont une gamme étendue d'avantages économiques :

**1. Les régions du Nord de la Colombie-Britannique sont attrayantes pour les individus et l'investissement :**

- Coûts abordables (terrains et logements, par exemple)
- Facteurs de qualité de vie (petite ville, environnement naturel)
- Demande de services et de récréation (par exemple : occasions croissantes dans le secteur de la retraite et du tourisme)

**2. Les régions du Nord de la Colombie-Britannique sont riches en ressources :**

- Richesse en ressources pour l'extraction et la transformation
- Portion de la richesse due aux exportations : en Colombie-Britannique, 71 % de la richesse résultant des exportations provient de ses régions non-métropolitaines (Baxter et Ramlo, 2002)
- Potentiel pour le tourisme/les loisirs

**3. Les régions du Nord de la Colombie-Britannique ont des caractéristiques sociales très affirmées :**

- Engagement des habitants du Nord envers leur lieu de résidence
- Droits légaux des Autochtones et engagement envers la viabilité du territoire
- Importante population de jeunes Autochtones

Malgré ces nombreux avantages, par rapport au reste de la province, le Nord de la Colombie-Britannique fait face à des défis concurrentiels à cause de *poches* de tendances sociales et économiques, dont :

- Une dépendance plus élevée sur les industries primaires (diversité économique réduite)
- Un taux de chômage plus élevé
- Un niveau d'éducation plus bas
- Moins de services
- Un accès plus difficile aux services

L'importance relative de ces tendances varie; toutefois, on considère généralement que le rendement socio-économique tend à diminuer en fonction de l'éloignement des régions métropolitaines. Les tendances socio-économiques sont aussi relativement plus basses dans les réserves autochtones (Commission royale sur les Nations autochtones, 1996). De plus, on observe une augmentation des inégalités de développement d'un bout à l'autre de la province et des disparités qui créent un potentiel d'aliénation politique et sociale.

Au-delà de ces caractéristiques, les stratégies de développement économique dans le Nord de la Colombie-Britannique doivent aussi affronter et surmonter divers inconvénients concurrentiels, y compris :

- Une tendance à la baisse de l'emploi dans l'industrie primaire
- La dispersion géographique des petits commerces
- La décroissance démographique (l'émigration des jeunes, par exemple)
- Le vieillissement de la population
- L'information limitée et l'accès réduit à l'informatique
- L'accès limité au capital d'investissement
- La hausse des frais d'entreprises due à l'isolement géographique
- L'accès inégal à l'éducation

On retrouve chacune de ces configurations générales sur Haida Gwaii. En présentant la démographie des Premières nations, il importe de souligner que les données de population des communautés autochtones posent un certain nombre de problèmes. En premier lieu, en dépit du fait que le recensement enregistre et présente les données pour les communautés géographiques comme celles qui se trouvent sur

le territoire des réserves indiennes, Statistique Canada reconnaît pourtant qu'il existe des « problèmes de sous-dénombrement » dus à toute une gamme d'expressions à caractère personnel ou politique tout à fait valables et qui s'expriment par un manque de participation. Un deuxième défi tient à la façon de compter « les membres de la communauté ». En effet, cela peut inclure des individus qui n'habitent pas la réserve ou qui en sont temporairement absents, alors que d'autres s'ajoutent ou sont rayés des listes des bandes et des conseils tribaux suivant des changements de définitions dans la *Loi sur les Indiens* et/ou dans les documents de gouvernance des conseils tribaux. Le troisième problème concerne la manière de recenser la population autochtone urbaine en fonction de la structure changeante des cadres juridiques du gouvernement fédéral, et des conseils tribaux et de bandes.

Les statistiques socio-économiques concernant Haida Gwaii reflètent les caractéristiques et les tendances plus générales notées ci-dessus pour l'ensemble des régions rurales de la Colombie-Britannique. En plus des limites statistiques susmentionnées, il est important de reconnaître aussi la très grande diversité entre les communautés, et même au sein de ces communautés sur Haida Gwaii. Comme le soulignait récemment dans son rapport annuel le Gwaii Trust (une agence de développement sur Haida Gwaii – voir ci-dessous), les communautés sur Haida Gwaii sont « à la fois uniques et semblables » – uniques quant à leur profil économique et culturel, mais semblables dans la mesure où elles participent toutes à la « vie de l'archipel » et, enfin, à cause de l'obstacle économique que représentent les coûts élevés dus à l'éloignement (Gwaii Trust Annual Report, 2012).

La population de l'archipel est d'environ 4 800 personnes dont 45 % sont des Haidas et 55 % appartiennent à des sociétés sédentaires. Les indicateurs socio-économiques habituels sont présentés dans le Tableau 1.

**TABLEAU 1. INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE HAIDA GWAI**

	<b>Haida Gwaii</b>	<b>Colombie-Britannique</b>
Population	4 812	4 573 321
Revenu familial moyen	57 598	80 511
% de dépendance / revenu		
Industrie forestière	14	7
Industrie minière	0	3
Construction	4	8
Transferts gouvernementaux	18	15
Tourisme	11	6
Secteur public	33	26
% de personnes âgées de 25 à 64 ans titulaires d'un diplôme d'études secondaires	48,7	61,8
% de personnes âgées de 18 ans qui n'ont pas complété leurs études secondaires	69,9	27,9
Espérance de vie à la naissance (en années)	76,3	82
Mortalité infantile (par 1000 naissances)	13,9	3,7

(SOURCE: BC STATS, 2011)

Du point de vue du développement économique, ces indicateurs soulèvent diverses considérations importantes :

- L'importance de lier le développement économique au développement communautaire dans les domaines de l'éducation et de la santé. Ces facteurs sociaux sont les fondements essentiels à la santé des communautés et sont tout aussi nécessaires pour exploiter leur potentiel et permettre des économies saines.

- Le revenu moyen des habitants de Haida Gwaii est beaucoup plus bas que la moyenne provinciale, ce qui pose un défi considérable en matière d'investissement communautaire, mais aussi de la stabilité sociale et de pouvoir d'achat, compte tenu des prix excessifs des marchandises qui doivent y être transportées. Toutefois, cet indicateur doit aussi être pondéré en fonction du coût inférieur du logement sur l'archipel et de la déformation des chiffres par les prix enregistrés pour les régions de Vancouver et de la capitale provinciale.
- Les indicateurs de revenu révèlent une structure prévisible de dépendance élevée envers les secteurs primaires, les transferts gouvernementaux et le secteur public – soulignant le besoin de concentrer le développement sur la diversification économique.

Ces indicateurs aident à se faire une idée d'ensemble du rendement socio-économique comparatif et de l'évolution des tendances au fil du temps. Pourtant, les indicateurs ne peuvent pas fournir le contexte historique et développemental qui permettrait de comprendre les causes profondes des conditions actuelles. On trouvera donc dans les sections suivantes des détails sur ce contexte historique, économique et politique, tant pour la Colombie-Britannique que pour l'ensemble des régions rurales.

## LE DÉVELOPPEMENT RURAL - CONTEXTE

Les racines de la structure actuelle de l'économie et du peuplement dans le Nord de la Colombie-Britannique sont décrites ici en prenant pour exemple deux périodes de développement qui ont suivi le peuplement original. Tout au long des années 50 et 60, le gouvernement de la Colombie-Britannique s'en est tenu à une approche de politique publique coordonnée, fondée sur un modèle de développement des ressources industrielles (Williston et Keller, 1997). Tel que noté, cela devait produire une période de développement économique et de croissance communautaire rapides dans toute la région, période qui dura de 25 à 30 ans (Halseth *et al.*, 2004). Les nouvelles communautés et des infrastructures de grande qualité constituaient alors la colonne vertébrale des centres industriels qui utilisaient la riche base de ressources de la province.

Dans le contexte désordonné de la vie économique et sociale de la Colombie-Britannique de l'après-guerre, l'élection en 1952 du Crédit social de W.A.C. Bennett, un parti conservateur, devait marquer un tournant dans le domaine de l'exploitation des ressources. La période qui suivit la Seconde Guerre mondiale vit une vaste entreprise organisée selon des politiques aux buts clairs et qui visait la « construction provinciale » (Williston et Keller, 1997). Comme c'était le cas ailleurs au Canada, la dotation en ressources de la Colombie-Britannique était perçue comme le fondement de la prospérité provinciale. Cette période coïncidait aussi avec la croissance économique internationale qui accompagnait la reconstruction de l'après-guerre.

Le gouvernement Bennett fit des investissements stratégiques un peu partout dans l'arrière-pays de la province, c'est-à-dire dans les régions non métropolitaines (par opposition aux régions métropolitaines qualifiées de « centres »); les secteurs visés par ces investissements comprenaient, entre autres l'utilisation des déchets de bois pour soutenir l'industrie naissante de fabrication de pâte à papier dans l'intérieur, l'augmentation de la capacité hydroélectrique, la construction d'un réseau complet d'autoroutes et un réseau intégré de chemins de fer et d'aéroports régionaux (Tomblin, 1990). Ces investissements économiques étaient accompagnés d'un cadre de politiques porteuses et coordonnées comme, par exemple, les changements apportés au système de tenure des forêts pour assurer une plus grande stabilité des garanties et pour faciliter l'accès au capital des grandes compagnies forestières qui se formaient alors. Comme l'affirme Mitchell (1983), « aucune région frontrière n'a connu un tel effort concerté de croissance économique; ce fut le 'grand bond en avant' de la Colombie-Britannique (p. 257). » [Traduction]

Pour soutenir la nouvelle mise en valeur des ressources dans l'arrière-pays de la Colombie-Britannique, on avait besoin de nouveaux villages ou de petites villes. Historiquement, de telles localités poussaient de façon plutôt anarchique – un processus que le Canada et la province considéraient potentiellement coûteux et souvent inefficace. Aussi, en plus des changements radicaux de politiques nécessaires pour soutenir ses grands projets de développement des ressources, le gouvernement provincial voulut élaborer un mécanisme pour créer des « villages instantanés » dans les régions isolées où se trouvaient



les ressources qu'on voulait exploiter. Ces agglomérations étaient conçues pour offrir une panoplie de services sociaux et communautaires, afin de stabiliser la main-d'œuvre, garantir des investissements locaux additionnels dans l'économie et favoriser un sentiment de permanence. De cette façon, tout en créant des nouvelles opportunités d'emploi, on jetait également les fondations d'une économie fondée sur les petites localités et on renforçait la perception d'un appui plus large aux régions qui produisaient la richesse par le biais de l'exploitation des ressources de la Colombie-Britannique. Au bout du compte, la longévité du gouvernement Bennett, qui était soutenue par une vision pour la reconstruction de l'après-guerre et par une volonté d'investissement, a transformé en profondeur la dynamique sociale et économique de la province.

Même si on peut tirer des leçons de cette vision, de la cohérence et de l'orientation vers l'investissement de cette période, il faut aussi tenir compte des nombreuses conséquences négatives qui en ont découlé pour le développement futur de la province dès cette époque – conséquences qui sont particulièrement amplifiées sur Haida Gwaii en ce qui concerne la recherche de nouveaux modèles de développement. Ainsi, la concentration étroite du gouvernement et de l'industrie sur l'exploitation des ressources naturelles, sans autre but que d'exporter des matières premières à peine transformées, a rendu la province vulnérable aux demandes du marché et à la fluctuation des prix, d'autant plus que cela continue de freiner tout effort de diversification économique locale. Cela a aussi aggravé les tendances à la dégradation de l'environnement, par exemple en compensant la baisse du prix du bois d'œuvre par l'augmentation de l'approvisionnement des scieries en fibres. Cela nuit actuellement aux efforts de diversification économique, tant dans le secteur des ressources que dans les autres domaines de l'économie (Marchak *et al.*, 1999).

De plus, le modèle de développement de la période de l'après-guerre assurait une concordance étroite des intérêts de l'État, du secteur privé et des syndicats; or, avec les années, et indépendamment du parti au pouvoir, cette coalition en vint à s'opposer aux changements de politiques pourtant nécessaires dans l'industrie des ressources en Colombie-Britannique. Finalement, la marginalisation complète des Premières nations quant à leurs titres et droits ancestraux pendant la période de l'après-guerre (dans le prolongement, d'ailleurs, d'une tendance remontant aux premiers contacts coloniaux), ne pouvait qu'engendrer l'incertitude et les problèmes sociaux qui s'expriment aujourd'hui avec force dans toutes les régions du Nord de la province. Cela a pour effet de restreindre l'investissement économique et d'entraîner les possibilités réelles de développement dans les communautés autochtones (KPMG, 1996). C'est pourquoi la résolution des revendications territoriales des Premières nations par le biais d'un processus moderne d'application des traités continue d'être recommandée comme condition prioritaire pour la relance des économies du Nord de la Colombie-Britannique (BC Progress Board, 2002).

Pour dresser un tableau plus complet du développement économique des Premières nations, il faut d'abord reconnaître l'importance des défis hérités du colonialisme. Ceux-ci comprennent les pensionnat indiens, le chômage chronique, le paternalisme, l'oppression, le racisme, le peu d'attention accordée au renforcement des capacités, le manque de planification du développement économique à tous les niveaux, le sous-investissement dans les infrastructures communautaires et de services, et l'effort délibéré du gouvernement pour détruire les langues et les cultures autochtones dans le cadre de leur « politique d'assimilation » (Mitchell et Maracle, 2005). Un corpus important et toujours croissant de recherches interdisciplinaires fait aujourd'hui le lien entre ces processus historiques perturbateurs et les problèmes contemporains de pauvreté et de dépendance. Ceux-ci seraient en effet fondés sur l'exclusion des Premières nations de l'essor économique du Nord de la province dans le secteur des ressources, et expliqueraient en grande partie le malaise social et les pathologies communautaires qui posent des défis de taille aux communautés autochtones en faisant obstacle à leur développement économique. Les histoires du colonialisme, de même que les recherches contemporaines sur le bien-être social, sanitaire et économique des communautés, soulignent à l'unanimité la nécessité vitale du développement communautaire comme fondement et condition essentielle du succès du développement économique.

La deuxième période de développement économique, celle qui s'étend des années 80 jusqu'au présent, a été marquée par une restructuration économique considérable en Colombie-Britannique et dans l'ensemble du monde industrialisé. Une récession au début des années 80 a occasionné un changement

de fond dans le secteur des industries de ressources de la province, alors même qu'elles luttèrent pour s'adapter aux réalités d'une économie de plus en plus mondialisée. Tandis que le gouvernement et les industries réagissaient à cette évolution, un changement fondamental est intervenu quant au compromis industriel qui liait les entreprises et le gouvernement aux syndicats et, indirectement, aux communautés rurales et nordiques. Conséquemment, les entreprises de ressources naturelles ont dû se restructurer en profondeur et adoptent désormais des modes de production plus « souples ». Cette restructuration donne souvent lieu à des usines de fabrication plus grandes et d'un niveau technologique plus avancé, mais avec un nombre réduit d'employés, pour réduire les coûts unitaires tout en augmentant la flexibilité de la production. Pour les localités et les communautés de Colombie-Britannique qui, depuis les années 50, avaient prospéré grâce au nombre élevé d'emplois sous l'ancien régime de production des industries de ressources naturelles, cette transition en cours depuis les années 80 continue d'avoir un impact social et économique considérable.

## ESPACE ET LOCALITÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

### 1. *L'économie fondée sur l'espace : une économie de livres (et de tonnes)*

L'avenir de la communauté de Haida Gwaii et de ses bases économiques passe par la transition de *l'économie fondée sur l'espace*, qui a défini le mode et la trajectoire du développement dans l'ensemble de la Colombie-Britannique, à une *économie fondée sur la localité* qui met en valeur les actifs et le patrimoine local en développant la résilience de la communauté. Mais qu'est-ce que cela veut dire, au juste?

Parce qu'elle est si fortement axée sur le commerce des ressources naturelles, l'économie de la Colombie-Britannique a toujours reposé sur le transport de ses produits vers de lointaines économies industrielles plus avancées. Autrement dit, on peut aujourd'hui désigner l'économie de la Colombie-Britannique des années 1950 aux années 1970, comme une « vieille économie » dont les principaux enjeux politiques étaient directement liés au défi de surmonter les longues distances et les coûts élevés que celles-ci entraînaient. Le processus d'investissement était ainsi régi par le besoin de réconcilier les ressources locales avec les considérations en matière de distance et de topographie. Cela a mené à la création de « villages instantanés » pour soutenir la main-d'œuvre nécessaire à l'extraction locale, puis à la construction de routes, de voies ferrées et d'installations portuaires pour permettre le transport des ressources extraites. Le gouvernement provincial élaborait alors des politiques favorisant le développement des ressources frontalières pour surmonter les distances et donner accès aux sites isolés où se trouvaient ces ressources, puis pour en faciliter l'extraction et la production et, enfin, pour les transporter vers les marchés extérieurs pour le bénéfice des économies locales, régionales et provinciales. Ce modèle définit bien l'ère des politiques « routes vers les ressources », car ces routes permettaient d'accéder à l'énorme « stock de ressources naturelles » situé dans les contrées rurales éloignées et qui assuraient des bénéfices considérables pour la province (Mitchell, 1983). Dans une économie fondée sur l'espace, les régions rurales sont donc simplement perçues comme des « espaces » qui recèlent des richesses sous forme de ressources naturelles. Elles ne sont pas envisagées d'un point de plus holistique tenant compte de l'ensemble des attributs culturels spécifiques et des autres actifs qui peuvent être mis au service du développement économique et communautaire.

Malgré la grande échelle qu'on associe à la mobilisation des investissements nécessaires pour ouvrir l'accès à cette banque de ressources, la relative simplicité de bâtir une économie fondée sur l'espace et les ressources naturelles tient à une concentration économique sur l'exploitation des matières premières et sur le soutien à l'extraction et à l'exportation de ces produits. La structure de l'économie fondée sur l'espace est donc constituée d'un petit nombre d'établissements humains plus ou moins disjoints, liés aux points d'exportation et gérés depuis le centre qui dirige l'extraction et la mise en valeur des ressources naturelles. Toutefois, dans l'économie nouvelle où (1) le capital est plus mobile, (2) les ressources du gouvernement pour déterminer et diriger le développement sont plus limitées, et (3) il existe une multiplicité de valeurs concurrentes associées à des lieux et à des ressources spécifiques, le modèle simpliste d'une économie fondée sur l'espace commence à perdre de sa cohésion et à se fragmenter, comme en témoignent les exemples ci-dessous.

### **1.1 L'économie de l'espace sur Haida Gwaii : Tout s'en va!**

En 1996, BC Wild (une organisation environnementale à but non lucratif) produisit un document, *Taking It All Away (Tout s'en va!)* où l'on décrivait comment les grandes entreprises de bois d'œuvre, soutenues par le gouvernement provincial, pratiquaient l'équivalent forestier d'une exploitation minière à ciel ouvert, c'est-à-dire la coupe à blanc des ressources forestières de Haida Gwaii – sans pour autant produire des bénéfices substantiels pour les populations locales (par exemple, des emplois et des investissements locaux). Cette approche de la gestion des ressources et du développement local résume bien la myopie et les répercussions graves (sociales, économiques et écologiques) associées à l'économie fondée sur l'espace.

En plus de l'absence de bénéfices locaux liée à l'industrie forestière sur Haida Gwaii, les examens de l'approvisionnement en bois ont révélé des rythmes de coupe non viables (bien au-delà, même, des estimations provinciales dont les objectifs étaient pourtant presque exclusivement économiques). C'était la preuve que le gouvernement provincial ne gérait pas les ressources forestières avec une vision en pensant au long terme, et cela soulignait encore davantage combien les ressources de Haida Gwaii n'étaient pas conçues comme une richesse qui pourrait aider à soutenir à long terme les activités de développement économique sur l'archipel. Le rapport comporte une description de ces problèmes et une explication des façons dont cette information a contribué à susciter une réaction locale et une mobilisation intersectorielle pour favoriser une approche de gestion des ressources sur Haida Gwaii qui soit à la fois plus viable et plus locale. Voir : <http://www.spruceroots.org/TakingItAll/TakingItAllAway.html>

### **2. L'économie fondée sur la localité : une économie d'onces**

Une économie fondée sur la localité exige une approche très différente quant à la conception et à la valorisation des espaces ruraux et de leurs ressources. L'accent est mis sur une perception à la fois plus large et plus complexe de la valeur intrinsèque et économique des localités. La valeur intrinsèque des localités comprend la multiplicité de leurs ressources tant souterraines qu'en surface (naturelles et autres), et elle inclut également la compréhension qu'on a de ces localités et la valeur qu'on leur attribue. Le développement économique futur de Haida Gwaii devra donc faire bonne place à un modèle fondé sur la localité. L'échelle des îles, leur isolement et les longs laps de temps nécessaires à la réhabilitation écologique, tout cela plaide en faveur d'une économie mesurée en *onces* plutôt qu'en *livres*.

Il ne faut surtout pas oublier que l'ensemble des caractéristiques et leur mélange dans chaque localité influencent inéluctablement les investissements de capitaux dans les régions rurales. Cet ensemble d'atouts comprend des variables locales telles que l'emplacement, les attraits naturels, les infrastructures technologiques et de communications, les attributs de la population et de la main d'œuvre, les paysages bâtis, le patrimoine culturel et bien d'autres facteurs. Cela inclut aussi « l'histoire » de la localité, ses images extérieures, ses personnages principaux, sa réputation dans les médias, et même les aspects folkloriques de son passé. D'autre part, ces caractéristiques spécifiques comprennent aussi et sont même quelquefois déterminées par plusieurs facteurs sur lesquels les localités n'ont aucun contrôle, comme les régimes fiscaux et les systèmes réglementaires fédéral et provincial, par exemple. Pour mobiliser au maximum les spécificités locales qu'elles contrôlent *effectivement*, les communautés doivent savoir comment s'y prendre pour travailler efficacement au sein de leur propre localité, tout en collaborant avec les autres communautés afin de protéger et de pleinement réaliser le potentiel de leurs valeurs et de leurs atouts locaux. La coopération entre communautés voisines est critique, parce que les impacts à la fois positifs et négatifs des décisions prises dans une localité affectent aussi bien les localités adjacentes. Autrefois, pour surmonter les incohérences et les discontinuités de l'économie fondée sur l'espace, il suffisait de connecter entre eux les ressources, la main d'œuvre et les marchés sur de grandes étendues. L'économie fondée sur la localité n'y échappe pas, mais elle implique bien plus encore. Un des principaux défis pour les économies fondées sur la localité est en effet de reconnaître que nos actions et même notre inaction peuvent affecter nos choix et notre flexibilité pendant de nombreuses années à venir. Parce que les localités ont des qualités durables, il faut donc s'assurer que les décisions prises en fonction de la nouvelle économie ne nuiront pas à des opportunités potentielles à l'avenir.

Un choix de thèmes généraux peut aider à éclaircir et à rendre opérationnelle la notion de « localité » pour fins de développement. En premier lieu, même si l'orientation économique reste centrale, on ac-

corde désormais une plus grande considération à la culture, à l'environnement et à la communauté, parce que ces facteurs sont des atouts très prisés dans la nouvelle économie. Pour susciter l'intérêt des individus, commerces et entreprises et les attirer, les localités rurales et les petites villes doivent aujourd'hui faire valoir l'accès aux équipements récréatifs, de même que la culture, les commodités, les conditions abordables de retraite, l'esprit communautaire et les coûts fonciers plus bas. Or il se trouve que Haida Gwaii est relativement riche si on tient compte de ces « autres » valeurs qui ont traditionnellement été ignorées quand on planifiait le développement économique.

La montée en importance de la notion de « localité » introduit une plus grande diversité de valeurs (et de conceptions de la valeur) dans le processus de développement économique. La localité nous permet ainsi d'accéder à une conception plus large et plus complète de l'économie, alors que l'économie fondée sur l'espace continue d'appliquer une interprétation plus étroite de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions périphériques de l'arrière-pays, une interprétation qui marginalise, voire ignore, ces valeurs diverses. De surcroît, dans l'économie fondée sur la localité, l'importance qu'on accorde à la diversité signifie que la différence en soi est valorisée. La localité, par exemple, peut devenir un facteur de « différenciation des produits » et ainsi augmenter leur valeur marchande. Cette revalorisation de la notion de « localité » aux dépens de celle « d'espace », remet en question les interprétations homogènes de la « ruralité » et pourrait mettre en lumière la diversité latente notée dans d'autres recherches sur les zones rurales. Cela revêt une importance toute particulière sur Haida Gwaii, car les entreprises cherchent à imposer le caractère distinctif de leurs produits et, en les associant à Haida Gwaii et en les positionnant ainsi comme « marque d'origine » dans l'économie mondialisée, à augmenter leurs gains – c'est du moins ce qu'elles espèrent.

Deuxièmement, une économie fondée sur la localité s'appuie davantage sur les capacités locales. Du point de vue de la valeur ajoutée, les résidents et les institutions locales sont une source de connaissances locales qui permettent d'identifier les actifs communautaires et régionaux. Il faut aussi intégrer dans la capacité locale de nouvelles relations et des partenariats – qu'il faut aussi apprendre à créer – car ceux-ci représentent des sources essentielles d'innovation pour le développement social et économique dans le contexte d'une économie de plus en plus mondialisée. Le principal défi posé par ce rôle accru des capacités locales est peut-être de compenser l'effet négatif dû au retrait de l'État de ses fonctions et responsabilités comme fournisseur de services, et donc celui d'assumer la capacité technique que cela exige. Ce fardeau additionnel de responsabilité doit désormais être assumé par les communautés rurales et les régions elles-mêmes; cela signifie que celles qui ont de solides capacités et travaillent efficacement ensemble pour présenter une vision unifiée de leur développement auront de meilleures chances de réussir et d'attirer vers elles une part plus importantes des ressources nécessaires à leur développement économique. Par contre, les régions dont les capacités sont réduites, ou celles dont les communautés sont aux prises avec des querelles internes et des différends, celles-là sont condamnées à stagner.

Troisièmement, le rôle de la gouvernance est plus important dans le cadre d'une économie fondée sur la localité. Tout en soulignant le potentiel des capacités locales disponibles, ce rôle accru de la gouvernance donne également lieu à deux sous-produits positifs liés à la localité. D'abord, la gouvernance implique une nouvelle délimitation des lignes d'imputabilité et de contrôle qui ne relèvent plus du pouvoir centralisé de l'État et doivent donc être redistribuées parmi une plus grande variété d'intervenants et d'institutions locales et extérieures (c'est-à-dire que les autorités supérieures ne sont plus les seules à décider). Dans le cadre de l'économie mondialisée en transformation accélérée, les gouvernements centralisés ne peuvent tout simplement pas réagir rapidement aux changements. Ensuite, la participation inhérente à la gouvernance suscite un sentiment d'appartenance et de prise en charge locale des décisions et, ultimement, des ressources, ce qui n'existait pas sous les précédents régimes directifs et hiérarchiques. Ainsi, une concentration accrue sur la localité met en lumière une plus grande diversité d'actifs et favorise la prise de conscience que ces actifs peuvent être utilisés à des fins locales. La gouvernance est donc un enjeu critique pour Haida Gwaii, surtout en ce qui concerne l'évolution du dialogue de nation à nation (entre le Canada et la Nation haïïda) et du régime de gestion qui définit actuellement le rôle changeant de la gouvernance sur l'archipel.

Enfin, une économie fondée sur la localité a besoin d'investissements pour bâtir et maintenir la

compétitivité des localités. La nature dynamique d'une économie mue par l'avantage concurrentiel passe par le renouvellement (c'est-à-dire qu'il faut continuellement investir dans la mise à neuf des infrastructures). Plutôt que de concevoir les crédits alloués à l'infrastructure comme des dépenses en vue de bénéfices à court terme, dans le contexte du modèle économique fondée sur la localité, on doit au contraire les considérer comme des investissements pour la diversification de l'économie locale et régionale à plus long terme. Cela présente encore une fois un défi considérable pour les régions plus petites et isolées, puisqu'elles doivent maintenir l'équilibre entre le besoin de se doter d'infrastructures de haute qualité et leur capacité de les payer, sans pour autant surcharger l'assiette fiscale communautaire ou régionale. Les investissements réalisés en collaboration par (et entre) les communautés, les régions et les paliers supérieurs de gouvernement offrent une approche à la fois proactive et positive pour répondre aux besoins d'infrastructure en zones rurales.

Haico, la corporation de développement lancée par la Nation haïda, et le Gwaii Trust, un fonds de dotation pour le développement créé par le gouvernement provincial pour encourager la diversification économique et le développement communautaire sur l'archipel sont deux exemples d'initiatives de développement fondées sur la localité mises en œuvre sur Haida Gwaii.

## **2.1 L'économie fondée sur la localité sur Haida Gwaii : Haico et le Gwaii Trust**

### **HAICO**

Fondée en 2009, Haico est une corporation de développement affiliée au Conseil de la Nation haïda. La corporation a pour mandat de gérer les entreprises commerciales de la Nation haïda et, plus largement, de développer une économie durable sur Haida Gwaii.

Les corporations de développement sont des outils courants et bien rodés pour stimuler le développement économique en veillant à ce qu'il soit local. Au sein des communautés autochtones, le progrès du modèle de corporation de développement est fondé sur un grand nombre de recherches qui mettent en lumière l'avantage de séparer les fonctions politiques et économiques du développement (Jorgensen et Taylor, 2000). La corporation de développement est chargée de renforcer la capacité entrepreneuriale et de prendre des décisions relatives au développement basées sur les principes et les bonnes pratiques d'affaires (c'est-à-dire sans ingérence politique directe). La fonction politique, pour sa part, a pour responsabilité d'établir les principes et les paramètres de la corporation de développement, puis de décider de la meilleure façon d'investir les revenus générés par les activités de développement.<sup>1</sup> Ce mécanisme permet aux Premières nations (et à d'autres communautés) de combiner des meilleures pratiques d'affaires qui en lien étroit avec les nuances culturelles de la communauté.

Le mandat et le plan stratégique de Haico reflètent ces principes de base des corporations de développement et ils sont clairement liés au modèle de développement fondé sur la localité décrit ci-dessus. La corporation est donc chargée de développer des possibilités économiques avec et pour la population haïda et les collectivités de Haida Gwaii, en se tenant au plus près de la culture haïda et des pratiques de développement durable. Pour plus d'information, voir <http://www.haico.ca/home>.

### **LA SOCIÉTÉ GWAII TRUST**

La société Gwaii Trust fut formée en 1994 avec au départ une dotation de 33,3 millions de dollars; grâce à l'inflation, elle atteint aujourd'hui environ 56 millions de dollars. Le Trust fut créé pour aider à compenser la perte des emplois dans l'industrie forestière, et pour stimuler les nouvelles opportunités économiques associées à la création de la réserve de Parc national de Gwaii Haanas dans la partie australe de Haida Gwaii. Chaque année, le fonds en fiducie du Gwaii Trust verse des subventions qui représentent de 3 à 4 % de la dotation totale (y compris les frais administratifs) dans plusieurs secteurs et programmes, dont les arts, l'infrastructure, la santé, le développement des capacités, la culture, le tourisme et l'éducation.

---

<sup>1</sup> L'organisation Haida Gwaii Community Futures est une autre organisation développée suivant le modèle hautement efficace et novateur de la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) du gouvernement fédéral. La SADC offre plusieurs programmes de développement des entreprises et d'investissement dans le développement pour favoriser la diversification économique des îles.

La création de tels fonds de fiducie représente une innovation intéressante pour aider les communautés et les régions à gérer le développement économique communautaire. Les conseils d'administration locaux sont habituellement responsables de la gestion du fonds (contribuant leur connaissance du milieu et l'imputabilité locale aux décisions relatives à la gestion et aux finances), et l'allocation annuelle d'un pourcentage précis du fonds (habituellement entre 3 et 6 %) contribue à conserver le capital à perpétuité. La diversification économique et le développement communautaire sont en effet des processus de longue durée et ces fonds de fiducie ont pour but de fournir un mécanisme de soutien et du capital d'appoint à long terme.

## CONCLUSION

L'importance de la localité nous apprend qu'on fait preuve de myopie quand on abandonne les communautés et les régions aux caprices du marché. La localité compte pour beaucoup et les actions qui favorisent le développement en fonction des localités sont de la plus haute importance. Les investissements stratégiques sont nécessaires pour établir les fondations sur lesquelles le développement communautaire et économique diversifié peut prospérer. L'examen de l'histoire et des perspectives de développement économique sur Haida Gwaii révèle aussi très clairement le lien inextricable qui existe entre les aspects économiques et sociaux-culturels du développement. La transition d'une économie fondée sur l'espace vers un modèle fondé sur la localité exigera beaucoup plus des populations et des institutions locales. Aussi les citoyens de ces communautés doivent-ils jouir d'une bonne santé, et être bien éduqués et compétents pour gérer et mettre en œuvre des processus de développement véritablement viables et durables au sein d'économies de livres et d'onces. Les communautés doivent aussi renforcer et mobiliser les connaissances et la créativité des populations locales qui connaissent mieux que quiconque leurs propres communautés. De cette façon, l'archipel de Haida Gwaii fait office de microcosme pour l'ensemble de la province, et même pour la planète toute entière, en ce qui concerne l'apprentissage d'un mode de vie où chacun vit en harmonie avec les autres et avec l'environnement naturel, dans le respect des différences de chacun.

Le développement fondé sur la localité n'est pas un phénomène nouveau. Ce n'est pas non plus la prochaine mode, ou un engouement passager pour un projet pilote novateur qui est aussitôt oublié quand est publiée la prochaine série de critères de financement gouvernemental. Et pourtant, ce modèle reste sous-utilisé dans le domaine du développement. Après une trentaine d'années d'efforts de restructuration suite au modèle qui avait présidé au développement de la province dans la période de l'après-guerre, les communautés rurales de Colombie-Britannique qui avaient été créées de toutes pièces comme petites villes « instantanées » ont aujourd'hui pris de la maturité, tandis que celles qui existaient de tout temps se sont aussi relevées et réorientées. Ces transformations ont renforcé le profond sentiment d'identité qui, ultimement, sera leur force principale pour relancer le processus de développement : l'amour de sa communauté et sa défense. Les défis propres au développement dans les régions rurales et isolées sont considérables. Mais le développement fondé sur la localité fournit une philosophie et une stratégie qui orientent les investissements de manière à bâtir des communautés viables, durables et résilientes.

## QUESTIONS POUR LA DISCUSSION

- Comment doit-on établir les priorités en ce qui concerne le développement des capacités – entre la santé et l'éducation, par exemple? Doit-on considérer que cela est un sous-produit ou s'agit-il plutôt d'une pré-condition au développement économique?
- Quels efforts ont été déployés, ou le sont actuellement, pour aider les habitants de l'archipel qui ont été les plus affectés par la transition dans le secteur forestier, c'est-à-dire par la réduction de la possibilité annuelle de coupe et la création de Gwaii Haanas?
- Quel est le rôle de Gwaii Haanas dans la diversification économique de Haida Gwaii?
- Compte tenu du coût plus élevé des biens et services du fait de l'isolement, quelle est l'approche mise en œuvre par Haida Gwaii pour augmenter son autosuffisance (et ainsi réduire sa dépendance) dans les domaines de l'alimentation et de l'énergie?
- Jusqu'à quel point les communautés de Haida Gwaii ont-elles réussi à coopérer et à collaborer pour leur développement économique et quels efforts font-elles pour améliorer les communications?
- Dans la mesure où Haida Gwaii doit ajouter une prime à ses produits pour compenser les coûts de transport, est-ce que les pratiques de développement durable assurent un rendement supérieur qui permet de rester concurrentiel sur le marché mondial des ressources?

## RÉFÉRENCES

- Baxter, D., and A. Ramlo. 2002. *Resource Dependency: The Spatial Origins of British Columbia's Economic Base*. Vancouver: Urban Futures Institute.
- BC Progress Board. 2002. *Restoring British Columbia's Economic Heartland*. Vancouver: BC Progress Board.
- BC Statistics. 2011. *Socio-economic Profiles: Local Health Area 50 – Queen Charlotte*. Victoria: BC Stats.
- BC Wild. 1996. *Taking it All Away*. Vancouver: BC Wild.
- Bollman, R.D., and M. Prud'homme. 2006. Trends in the prices of rurality. *Rural and Small Town Canada Analysis Bulletin* 6(7): 1-25.
- Bradford, N. 2005. *Place-Based Public Policy: Towards a New Urban and Community Agenda for Canada*. Ottawa: Canadian Policy Research Networks.
- du Plessis, V., Beshiri, R., Bollman, R., Clemenson, H. 2002. *Definitions of Rural* (Ottawa: Minister of Industry, Statistics Canada).
- Halseth, G., D. Straussfogel, S. Parsons, and A. Wishart. 2004. Regional economic shifts in BC: Speculation from recent demographic evidence. *Canadian Journal of Regional Science* 27: 317-52.
- Harris, R.C. 2002. *Making Native Space: Colonialism, Resistance, and Reserves in British Columbia*. Vancouver: UBC Press.
- Harris, R.C., and G.J. Matthews, eds. 1987. *Historical Atlas of Canada, vol. 1, From the Beginning to 1800*. Toronto: University of Toronto Press.
- Jorgensen, M. and J. Taylor. 2000. *What Determines Indian Economic Success? Evidence from Tribal and Individual Indian Enterprises*. Boston: Harvard Project on American Indian Economic Development.
- KPMG, 1996. *The Benefits and Costs of Treaty Settlement in British Columbia*. Vancouver: KPMG.
- Kunin, R. 2012. Personal Communication, presentation to Haida Gwaii Higher Education Society term course, Skidegate, BC.
- Marchak, P., S. Aycock, and D. Herbert. 1999. *Falldown: Forest Policy in British Columbia*. Vancouver: David Suzuki Foundation and Ecotrust Canada.
- Mitchell, D. 1983. *WAC Bennett and the Rise of British Columbia*. Vancouver: Douglas and MacIntyre.
- Mitchell, T.L., and D.T. Maracle. 2005. Healing the generations: Post-traumatic stress and the health status of Aboriginal populations in Canada. *Journal of Aboriginal Health* (March): 14-23.
- Northwest Tribal Treaty Nations (NWTT). 2004. *Working Together to Create Sustainable Wealth*. Terrace, BC: Northwest Tribal Treaty Nations.
- Royal Commission on Aboriginal Peoples. 1996. *Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples, 5 vols*. Ottawa: Indian and Northern Affairs Canada. [http://www.collectionscanada.gc.ca/webarchives/20071124125216/http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/sg1\\_e.html](http://www.collectionscanada.gc.ca/webarchives/20071124125216/http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/sg1_e.html).
- Tomblin, S. 1990. W.A.C. Bennett and province-building in British Columbia. *BC Studies* 85: 45-61.
- Williston, E., and B. Keller. 1997. *Forests, Power, and Policy: The Legacy of Ray Williston*. Prince George: Caitlin Press.

## REMERCIEMENTS

Je désire remercier les nombreuses personnes d'Haida Gwaii qui ont partagé avec moi et mes étudiants leurs histoires et leur passion pour cet endroit. Je tiens également à remercier mes collègues au *Community Development Institute* de l'Université du Nord de la Colombie-Britannique pour leurs contributions aux

recherches qui sous-tendent plusieurs des thèmes abordés dans la présente communication. Enfin, merci au personnel et aux bénévoles d'Action Canada pour leurs commentaires précieux et leurs suggestions concernant ce document.

## (ENDNOTES)

1 Les nombreuses définitions de la ruralité varient considérablement dans la littérature. Dans la perspective de l'élaboration des politiques, les limites rurales ont des implications politiques quant à la définition des niveaux de population et à l'allocation des capacités et responsabilités juridictionnelles. Les estimations du niveau de population affectent les décisions relatives à une gamme étendue de questions, y compris les prestations de services, la délimitation des circonscriptions électorales et l'influence politique. Par exemple, la définition « rural au recensement » utilisée par Statistique Canada pour les individus vivant à la campagne en dehors des centres urbains dont la population compte 1000 habitants ou plus, donne un chiffre de population rurale qui représente 22 % de la population totale du Canada. Toutefois, si on utilise la définition de l'OCDE, soit les individus vivant dans des communautés comptant moins de 150 personnes au kilomètre carré, le chiffre de la population rurale du Canada passe alors à 38 % de la population totale (du Plessis et al. 2002, p. 9). Au delà des strictes interprétations statistiques de la notion de ruralité, les chercheurs ont présenté des définitions variées qui incluent des caractéristiques communautaires et des perceptions identitaires. Ainsi, du Plessis et al. (2002) présente la notion de « degrés de ruralité » qui intègre de manière satisfaisante plusieurs des interprétations de la ruralité, tout en permettant à certaines communautés de s'identifier comme rurales même si certaines dépassent les paramètres habituels de population, de distance ou de densité.